

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du Service Economique Régional de Buenos Aires

En collaboration avec le Service économique de Santiago

Du 6 au 19 septembre 2024

Argentine – Projet de budget 2025 : un équilibre budgétaire non négociable

Le 15 septembre, Javier Milei a présenté, en personne, le projet de budget de l'Etat Central au Congrès pour 2025. Dans un discours très attendu par les milieux d'affaires et la société civile, le Président argentin a déroulé et chiffré son plan et réitéré son objectif d'équilibre budgétaire, dans la continuité de 2024. Principale boussole de J.Milei, le contrôle des finances publiques est l'une de ses grandes victoires depuis son arrivée au pouvoir en décembre 2023 : après un déficit public de 5,2 % du PIB en 2023, l'Etat argentin devrait dégager, en 2024, un excédent primaire de 1,5 % du PIB, pour atteindre l'équilibre budgétaire. A ce dessein, sur les sept premiers mois de 2024, la baisse des dépenses publiques de 30 %, s'est concentrée sur la chute des dépenses de l'investissement public et des subventions aux prix de l'énergie et du transport. Surtout, elle était adossée à la baisse des dépenses des retraites et salaires des fonctionnaires, en lien avec leur retard d'indexation face à l'envolée de l'inflation sur le premier semestre (cf graphique).

LE CHIFFRE A RETENIR

-3,4 %

Evolution du PIB au premier semestre par rapport au S1 2023

Cet effet de l'inflation sur les dépenses ne devrait pas se renouveler en 2025, au regard des hypothèses macroéconomiques, relativement optimistes, du gouvernement. En effet, l'inflation connaîtrait une chute brutale, et s'établirait en moyenne à 1,4 % en variation mensuelle (18 % annuelle), dans la continuité de la politique de lutte contre l'inflation avec i) la réduction de la brèche cambiale via des interventions de la Banque Centrale, ii) la consolidation budgétaire, et iii) l'assainissement du bilan de la BCRA et la stérilisation de l'émission monétaire dans le cadre de la politique « émission zéro ». Enfin, le Peso serait dévalué de 1,7 % en moyenne par mois (21 % sur l'année), soit une légère diminution de la parité glissante, actuellement à 2 % mensuel. La croissance est attendue à 5 % (après -3,5 % en 2024), portée par un important effet de base, mais bien supérieure aux prévisions du consensus de marché de la BCRA de +3,5 %.

Pour maintenir l'excédent budgétaire, le budget présenté s'inscrit dans la continuité de la politique de 2024, sans nouvel impôt. Parmi les points notables, la suppression de l'impôt PAIS, sur l'achat de devises, à hauteur de 7,5 %, serait supprimé dès janvier, mais serait compensé par le regain d'activité économique. Les dépenses de l'administration devraient être légèrement réduites de 0,1 p.p de PIB. En termes de ventilation des dépenses, certains secteurs bénéficient d'augmentations conséquentes, comme la santé, de +63 % en termes réels (5,7 % du budget total), l'éducation et la culture à +29 % (5,7 % du total). Par ailleurs, le rétablissement des capacités de défense et de sécurité du pays constitue un axe prioritaire, avec une hausse de 32,2 % (4,5 % du budget), afin notamment de couvrir l'acquisition de F-16 auprès du Danemark. En revanche, le secteur de l'énergie (4,3 % du budget) voit son budget diminuer (-20,6 % par rapport à 2024) en ligne avec la politique de réduction continue des subventions. Le gouvernement prévoit une baisse des transferts au gestionnaire du réseau électrique, la CAMMESA, avec l'objectif que 85 % des coûts du marché électrique de gros soient couverts par les utilisateurs, contre 65 % en 2024.

Si les débats au Congrès pour le vote du budget devraient être longs et houleux, compte tenu de la position minoritaire du parti de J.Milei, ce dernier a fait l'étalage de son intransigeance quant à l'équilibre budgétaire, pierre angulaire de son programme. Dans ce contexte, le Président argentin a annoncé vouloir mettre en place une règle fiscale, afin d'empêcher un potentiel dérapage budgétaire. Alors que les hypothèses macroéconomiques semblent optimistes, il devra, dans cet objectif, ajuster les dépenses discrétionnaires au gré de la conjoncture économique.

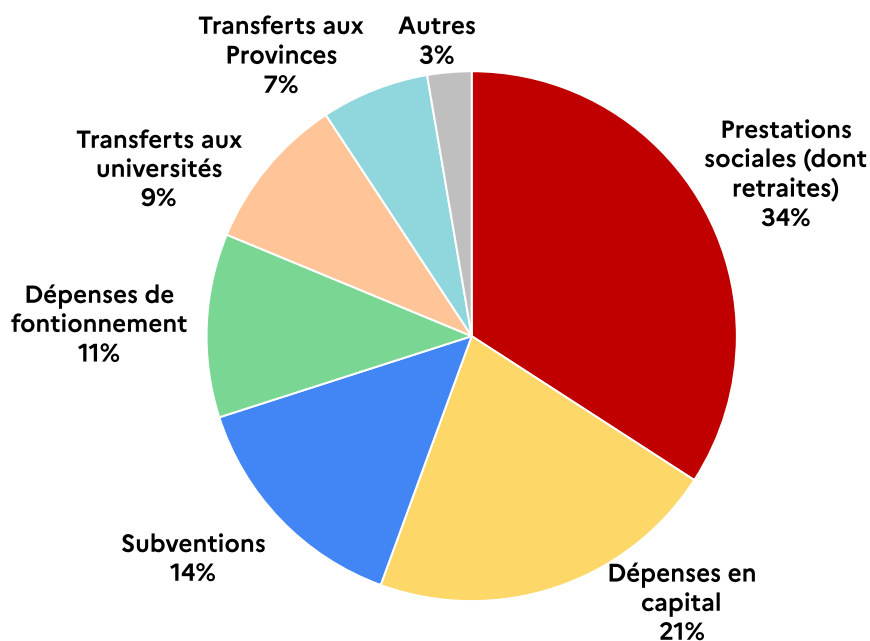
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2023	-1,6%	0,2%	4,7%	0,4%
Inflation (fin de période)	2023	211,4%	3,9%	3,7%	5,1%
Solde budgétaire (% du PIB)	2023	-4,3%	-2,5%	-4,5%	-3,1%
Dettes publique (% du PIB)	2023	154,4%	39,4%	40,3%	60,3%
Solde courant (% du PIB)	2023	-3,5%	-3,6%	0,2%	-3,9%
Dettes extérieure (% du PIB)	2023	113,7%	73,1%	32,6%	67,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2024	124,7%	4,5%	4,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	-3,5%	2,6%	3,8%	3,4%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-3,8%	2,4%	4,0%	3,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	5,0%	2,4%	3,8%	3,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	3,5%	2,2%	4,0%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2023	655	335	43,8	77,2
Population (millions)	2023	46,7	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Contribution à la baisse de 30 % des dépenses publiques sur les 7 premiers mois 2024



Sources : Ministère de l'économie, DG Trésor

ARGENTINE

L'inflation d'août maintient une trajectoire stable

La hausse des prix en août atteint 4,2 % en v.m, en légère hausse par rapport à juillet (4,0 %). L'inflation annuelle, bien que toujours à un niveau très élevé, poursuit sa quatrième baisse consécutive, atteignant 236,7 %. L'inflation a surtout été portée par la dérégulation des prix (+5,9 % en v.m) en lien avec la réduction des subventions et la hausse des prix des loyers. La catégorie « Habitation, eau, électricité et autres combustibles » enregistre la plus forte hausse des prix, soit +7,0 % en v.m et 298,8 % en g.a. En effet, depuis janvier, les prix du gaz et de l'électricité affichent des hausses cumulées de plus de 600 %. En août, les tarifs ont augmenté de 4,0 %. S'en suit l'éducation (+6,6 %), les transports (+5,1 %) en lien avec la hausse des tarifs des bus et métros (+37 % en août et +600 % depuis l'arrivée du J.Milei au pouvoir), la communication (+4,9 %) et, la restauration et l'hôtellerie (+4,8 %). L'inflation sous-jacente s'établit quant à elle à 4,1 %, en hausse par rapport au 3,8 % de juillet 2024. La hausse des prix a été légèrement supérieure aux prévisions du marché (enquête REM de la Banque centrale), qui tablaient sur une inflation à 3,9 %. Entre janvier et août, les prix ont augmenté de 94,8 %.

Les prix devraient poursuivre cette trajectoire baissière, d'autant plus que de nombreuses mesures sont favorables à ce processus de désinflation : la baisse de la taxe PAIS (de 17,5 % à 7,5 %) et la politique d'émission zéro du gouvernement. Même si son impact sera moins important qu'en début d'année, la poursuite de la baisse des subventions aux énergies (gaz, électricité, essence) qui implique une hausse mensuelle des tarifs de 4 % jusqu'à la fin de l'année devrait continuer à être le moteur de l'inflation.

La récession se confirme au T2 2024

C'est sans grande surprise que les données d'activité économique du deuxième trimestre révélées par l'INDEC confirment la tendance récessive de l'économie en 2024 : le PIB s'est contracté de 1,7 % en g.a. Sur le premier semestre 2024, le PIB affiche ainsi une contraction de 3,4 %

par rapport à l'an dernier. Cela représente une relative amélioration par rapport au T1 2024 qui affichait -5,2 % en g.a, mais ce résultat s'explique surtout par un effet de base : l'Argentine avait connu une forte chute de son PIB au T2 2023 (-5,3 % g.a), touchée par les effets de la sécheresse. Au T2 2024, l'économie souffre de la forte contraction de la demande intérieure qui se reflète par un fort repli de la consommation publique et privée (respectivement -6,0 % et -9,8 %), de l'investissement (-29,4 %) et des importations (-22,5 %).

La consommation des ménages a largement pâti de la hausse des prix (cf supra) et de la baisse du pouvoir d'achat, et se reflète dans la baisse des ventes en supermarché (-11,6 % au S1 2024). La chute de la consommation publique est en ligne avec l'ajustement budgétaire qui s'est traduit par une baisse des dépenses de l'Etat de 23,7 % sur les huit premiers mois. Du côté des investissements, le repli est surtout lié à la réduction des investissements dans les infrastructures (-30,7 % dans la construction) due à la baisse des dépenses en capital du gouvernement (-78,9 % sur 8 mois), et les machines et les équipements (-30,2 %). En raison des restrictions de change, les entreprises sont toujours confrontées à des difficultés d'accès à la technologie et aux biens d'équipement provenant de l'étranger (les importations de capital ont baissé de 17,5 % en g.a au T2). En revanche, le commerce extérieur a été très dynamique grâce à la dévaluation du peso et à la mise en place d'un taux de change préférentiel pour les exportations (*dolar blend*). Celles-ci ont crû de 31,4 % en g.a, tirées par les exportations du secteur agricole, suite à de bonnes récoltes, et ce malgré des cours agricoles orientés à la baisse.

Du côté de l'offre, si le secteur primaire (agriculture, mines, entre autres) a été très performant (+5,5 p.p au PIB), il n'a pas suffi à compenser l'importante dégradation d'autres secteurs clés : l'industrie manufacturière a chuté de 17,4 % (-2,9 p.p), la construction de 22,2 % (-0,7 p.p) et le commerce de 15,7 % (-2,2 p.p).

Si l'économie semble avoir touché le fond au S1, des signaux de reprise sont d'ores et déjà perceptibles pour le S2. Les indicateurs avancés de l'activité industrielle et de la construction affichent des chiffres encourageants en juillet.

L'industrie connaît un rebond de 6,9 % en v.m (et -5,4 % en g.a contre -20,2 % en juin), et la construction affiche +8,0 % en v.m (-20,4 % en g.a contre -35,3 % en juin). En parallèle, la baisse de l'inflation (4,2 % en v.m en août) laisse présager un redressement de la demande interne. Cela ne serait en revanche pas suffisant pour rattraper l'effondrement du S1, les prévisions restent moroses avec une contraction du PIB estimée à 3,5 % selon le FMI et 3,8 % selon le consensus de marché (enquête REM de la BCRA). Des risques baissiers existent, notamment sur le taux de change (dépréciation potentielle des taux parallèles) en raison de la difficulté des autorités à accumuler des réserves de change, ce qui pourrait obérer le processus de désinflation.

Évolution du Secteur Ferroviaire en Argentine : Investissements et Modernisation

En vertu du décret d'urgence ferroviaire du 12 juin 2024 (DNU 525/2024), le gouvernement argentin a prévu d'allouer 1,3 billion de pesos pour moderniser ses infrastructures ferroviaires. Ce décret, qui prévoit l'état d'urgence ferroviaire pour une durée de deux ans, vise à renforcer la sécurité des lignes de fret et de passagers. Il inclut un « schéma de priorisation » des projets, des formations et des contrats, visant à améliorer l'infrastructure et à garantir des conditions d'exploitation plus sûres et efficaces sur l'ensemble du réseau ferroviaire.

Dans le cadre de ces projets prioritaires, l'entreprise publique de transport de marchandises Trenes Argentinos Cargas (TAC) a publié deux appels d'offres début septembre 2024 pour moderniser 166 km de voies ferrées. Le premier (appel d'offres 44/2024) concerne la modernisation de 84 km de la ligne San Martín, essentielle pour le transport interprovincial entre Buenos Aires et Mendoza. Quant au second appel d'offres (45/2024), il porte sur 82 km de la ligne Belgrano, qui dessert les provinces du nord comme Jujuy et Santiago del Estero. Les travaux incluent notamment le remplacement des rails, la

rénovation des passages à niveau, le changement des traverses, etc. Ces initiatives permettront d'améliorer les performances opérationnelles du réseau ferroviaire, renforçant ainsi la connectivité et la capacité de transport de marchandises dans le pays.

Des investissements privés viennent compléter les initiatives publiques pour améliorer le transport de produits agricoles. Cofco Int., un holding chinois spécialisé dans le négoce de grains, a signé un accord de 2,3 MUSD avec TAC pour reconvertir 45 wagons et une locomotive supplémentaire pour le transport de grains. De plus, la société argentine Lartirigoyen SA, également dans l'agro-négoce, a revitalisé un point de chargement dans la province de Buenos Aires pour l'expédition directe de grains vers les ports du Gran Rosario. Ces investissements visent à améliorer le matériel roulant et à augmenter la productivité de la ligne Belgrano de plus de 400 000 tonnes de soja, maïs et blé par an. Ils illustrent une transformation ambitieuse du secteur ferroviaire argentin, répondant efficacement à l'urgence de modernisation.

CHILI

Crispations autour de l'annonce d'une mesure visant les revenus des petits générateurs d'électricité

En avril 2024, une loi dite de « stabilisation des tarifs électriques » a été adoptée, actant le dégel des tarifs électriques hérités des lois PEC et PEC2¹. Cette nouvelle loi prévoit notamment la mise en place d'un mécanisme transitoire de protection des foyers les plus vulnérables face aux augmentations afférentes, dispositif qui pourrait concerner jusqu'à 4,7 millions de foyers, soit près de 10 millions de personnes. Pour financer ce dispositif, plusieurs mesures ont été annoncées, parmi lesquelles une augmentation de la TVA, une hausse temporaire de la taxe carbone ainsi qu'une mesure ciblant les petits générateurs connectés au réseau de distribution (*Pequeño medio de generación distribuida*, PMGD)². A l'heure actuelle,

¹ A la fin de l'année 2019, le Gouvernement chilien avait pris la décision de sursoir aux augmentations tarifaires prévues contractuellement pour le marché régulé de

l'électricité pour faire face aux revendications exprimées lors des manifestations de l'Estallido social.

² Petites unités de production d'électricité rattachées au réseau de distribution, d'une capacité maximale de 9MW.

ces PMGD se rémunèrent majoritairement par une « compensation » qui correspond à la différence entre le coût de production marginal de l'électricité et les prix du régime de stabilisation des prix fixé par les autorités chiliennes.

En juillet, le Ministre de l'Energie Diego Pardow a annoncé une mesure visant à recouvrer jusqu'à 150 M USD en captant une partie de cette compensation qui correspondrait la différence entre le prix régulé (environ 70 USD/MWh à l'été 2024) et le coût du développement de ces projets (estimé à environ 30-40 USD/MWh sur la base des projets photovoltaïques), le temps d'une période transitoire dont la durée devrait correspondre à la durée de versement de la subvention.

Les entreprises et les syndicats du secteur des PMGD ont vivement critiqué cette proposition, estimant que cela créera un climat d'incertitude important pour les investisseurs et qualifiant la mesure de confiscatoire puisque, à l'heure actuelle, aucune mesure de restitution n'a été annoncée après cette période transitoire (contrairement à la loi PEC). Le projet de loi a été introduit devant le Congrès le 26 août et fait parallèlement l'objet d'une campagne de communication de la part du ministère de l'Energie auprès des acteurs concernés.

Les bonnes perspectives de l'investissement dans le secteur minier au Chili

Dans son rapport de politique monétaire de septembre 2024, la Banque centrale du Chili souligne le dynamisme de l'investissement dans le secteur minier³ au Chili. Selon des données provisoires, l'investissement dans le secteur minier⁴ représenterait environ 6,5% du PIB en 2023 – se rapprochant ainsi des niveaux atteints en 2012-2013 – et devrait croître de 20% entre 2024 et 2026. Au contraire, l'investissement dans le reste de l'économie semble stagner en-dessous de son niveau pré-Covid (autour du 17% du PIB). Cette

tendance semble se confirmer au 1^{er} semestre 2024 selon les micro-données récoltées au niveau des entreprises et devrait se poursuivre dans les années à venir. Selon les estimations⁵, l'investissement dans le secteur minier devrait être supérieur d'environ 1,7 Mds USD à son niveau de 2024, porté principalement par le secteur privé.

Selon ce même rapport, la croissance de l'investissement minier sera principalement orientée vers un nombre limité de projets, visant principalement à l'extension de la durée de vie des gisements existants (Nueva Centinela, Quebrada Blanca, Los Bronces, Collahuasi, Santo Domingo, El Abra...). Cela devrait permettre de soutenir l'activité d'autres secteurs de l'économie chilienne, avec un impact évalué à 0,75 points de PIB et des effets notables dans les secteurs de la construction, des services commerciaux et de la fourniture d'équipements et de machines.

Enfin, les cours du cuivre devraient soutenir l'investissement avec un prix record attendu pour 2025. Malgré un ajustement des prévisions à la baisse annoncé en septembre, la Commission chilienne du cuivre (Cochilco) prévoit toujours un prix moyen à 4,18 USD/livre en 2024 et à 4,23 USD/livre en 2025, ce qui représenterait successivement le deuxième puis le niveau le plus élevé du prix cuivre depuis le début des séries répertoriées en 1935 (après 4,22 USD/livre en 2021). Cette bonne santé des cours du cuivre s'explique notamment par une demande mondiale en progression malgré l'essoufflement de la demande chinoise.

Le désert d'Atacama confronté à l'essor des importations de textiles usagés⁶

Depuis plusieurs années, le Chili est devenu l'un des principaux importateurs mondiaux de produits textiles de seconde main. Selon les données de la Banque centrale, le Chili aurait importé près de 120 milliers de tonnes (kt) de

³ A ce jour, le Chili reste largement en tête du classement des producteurs de cuivre avec 5,3 millions de tonnes (Mt) produites en 2023, contre 2,6 Mt pour le Pérou, 2,5 Mt pour la République démocratique du Congo, 1,7 Mt pour la Chine et 1,1 Mt pour les Etats-Unis.

⁴ Mesurée en Formation brute de capital fixe (FBCF).

⁵ Etude de la Commission nationale du Cuivre (Cochilco), de l'organisme d'appui à l'investissement industriel au Chili

(Corporación de Bienes de Capital) et du Bureau des Grands Projets au sein du ministère de l'Économie, du Développement et du Tourisme.

⁶ Résumé de la note du Service économique de Santiago « Face à l'essor des importations de textiles usagés, le désert d'Atacama en proie à de nouveaux risques sanitaires et environnementaux »

textiles usagés en 2023, faisant du pays l'un des principaux importateurs mondiaux de vêtements de seconde main. Ce volume d'importation a connu une forte croissance pendant la pandémie de Covid-19 (multiplication par près de 3 entre 2020 et 2021). Les textiles usagés importés au Chili proviennent des grandes zones de consommation, principalement des États-Unis (46% en 2023), de Corée du Sud (10 %), du Canada (9 %), de l'Union européenne (7 %), dont la moitié depuis l'Allemagne) et de Chine (7%)

Au Chili, une grande partie des textiles usagés entre par le port d'Iquique, dans le nord du pays, qui fait partie d'une zone franche créée en 1975. Si les textiles importés subissent plusieurs cycles de tri, de revente et de recyclage, la majeure partie des vêtements n'ayant pas été retenus pour être revendus ou recyclés sont transportés, puis déversés dans des décharges illégales dans le désert d'Atacama (60% en 2021). Ce déversement produit d'importants dommages socio-environnementaux et sanitaires dans le nord du pays, tant par le transport de microplastiques vers l'océan Pacifique que par la pollution des nappes phréatiques et par les fumées provoquées par les incinérations non-contrôlées.

Face à l'entrée massive de textiles et aux externalités négatives qu'elle génère (principalement sur les populations), la régulation et l'action des pouvoirs publics chiliens restent encore limitées. Le ministère chilien de l'Environnement travaille actuellement sur l'intégration des textiles comme produits prioritaires de la loi REP⁷. Par ailleurs, le ministère de l'Environnement a mis en place en 2023 un comité stratégique pour le textile, chargé d'élaborer une « stratégie d'économie circulaire pour les textiles ». Toutefois, bien que la société civile chilienne soit largement mobilisée, l'initiative privée reste fortement contrainte par l'obtention des divers permis sectoriels et environnementaux, y compris dans le domaine du recyclage de textiles usagés.

⁷ Promulguée en 2016, la loi n°20.920 établit un mécanisme de « responsabilité élargie du producteur » (REP) par lequel les producteurs de biens sont responsables de l'organisation et du

PARAGUAY

La croissance économique maintient une dynamique favorable en juillet.

L'activité économique paraguayenne enregistre une croissance de 5,3 % en g.a en juillet, selon l'indicateur mensuel d'activité économique de la Banque centrale (BCP). Sur les sept premiers mois de l'année, la croissance atteint ainsi +4,6 %, au-dessus de la prévision de 3,8 % du FMI et du gouvernement pour l'ensemble de l'année 2024. Selon le rapport de la BCP, ce dynamisme de l'activité est dû aux bonnes performances des secteurs des services, de l'industrie manufacturière, de la construction, de l'agriculture et de l'élevage. Dans ce contexte de regain de l'activité, l'inflation, qui avait atteint un bas niveau en début d'année (+2,9 % en g.a en février), est repartie à la hausse, atteignant 4,3 % en août. Elle demeure tout de même autour de la cible de 4 % de la BCP.

En 2023, l'économie du Paraguay a enregistré la meilleure performance de la région d'Amérique du Sud, avec une croissance de 4,7 %. Le pays devrait maintenir cette position en 2024.

URUGUAY

L'activité économique se redresse, après une année 2023 marquée par la sécheresse

L'économie uruguayenne a crû de 3,8 % en g.a au deuxième trimestre de l'année, et de 2,0 % en v.t., au-dessus des 3,4 % anticipés par l'indicateur mensuel d'activité économique. Ainsi, sur le premier semestre, la croissance atteint 2,2 % en g.a. Côté offre, l'activité a été portée par le secteur primaire, notamment l'agriculture (+22,6 % en g.a) et l'énergie, le gaz et l'eau (+30,4 %), alors que ces secteurs avaient été fortement touchés par la sécheresse en 2023, et contribuant de 2 p.p à la croissance du PIB. La production d'énergie

financement de la gestion des déchets issus de la commercialisation de leurs produits dans le pays.

hydraulique a rebondi, a son meilleur niveau des cinq dernières années selon l'Administration nationale des centrales électriques et des transmissions électriques (UTE), et favorisant une hausse des exportations. L'Uruguay produit la quasi-totalité de son énergie à partir de sources renouvelables. Au S1 2024, 51 % de la production d'électricité a été fournie par les barrages électriques et a été trois fois supérieur à celle générée au cours de la même période en 2023. Parmi les autres secteurs, le commerce a fortement récupéré par rapport au T2 2023 (+4,5 %), contribuant de 0,6 p.p au PIB. La récupération a été favorisée par la réduction du différentiel des prix avec l'Argentine, qui détournait les consommateurs uruguayens vers les produits argentins moins chers. Ce différentiel, reflété par l'indice des prix aux frontières de l'Université Catholique de Montevideo, est passé de 180 % en 2023 à 80 % actuellement.

Du côté de la demande, la croissance a surtout été tirée par la demande extérieure, qui enregistre un rebond par rapport à l'année précédente. Les exportations ont augmenté de 14,4 % en g.a portées par les biens primaires (soja, viande bovine, cellulose, énergie), tandis que les importations se sont contractées (-4,3 %) en raison de la baisse des importations d'énergie électrique qui avaient augmenté au T2 2023 dû à la sécheresse. La demande intérieure s'est quant à elle repliée en raison de la forte contraction de l'investissement (-15,0 %), même si la consommation publique (+4,4 % en g.a) et la consommation privée (+ 0,9 %) ont enregistré des performances positives.

Après une activité économique atone en 2023, enregistrant un taux de croissance de 0,4 %, en raison de la sécheresse, la reprise devrait être marquée en 2024, avec une prévision de +3,7 % selon le FMI.

L'Uruguay lance un appel d'offres pour l'hydrogène vert offshore

L'Uruguay accélère son projet de production d'hydrogène vert avec un nouvel appel d'offres international. Le gouvernement uruguayen, via la société publique Ancap (Administracion Nacional de Combustibles, Alcohol y Portland), a annoncé un nouvel appel d'offres international pour la gestion de quatre blocs marins sur la côte sud-est

du pays afin de produire de l'hydrogène vert à partir d'énergie éolienne offshore. Celui-ci s'inscrit dans la continuité de l'appel d'offres lancé par Ancap en octobre 2021 dans le cadre du programme « H2U Offshore », qui avait mis en jeu dix blocs destinés à la production d'hydrogène vert. Cette initiative, décrite comme "inédite" par le président d'Ancap, Alejandro Stipanovic, vise à renforcer la position de l'Uruguay sur la scène mondiale dans le domaine des combustibles synthétiques, en ligne avec la stratégie gouvernementale pour la décarbonisation.

Le plan d'Ancap pourrait produire jusqu'à 200 000 tonnes d'hydrogène vert par an. Selon le ministre intérimaire de l'Industrie, de l'Energie et des Mines, Walter Verri, le décret pour la concession des blocs est en cours d'approbation. Ces blocs pourraient permettre la production de 200 000 tonnes d'hydrogène vert par an. Cette capacité significative positionne l'Uruguay comme un acteur majeur dans le secteur de l'hydrogène vert. Avec un potentiel de plus de 20 blocs identifiés pour des projets futurs, le pays attire déjà un grand intérêt international.

Des obstacles à court terme se dessinent, mais les perspectives pour la transition énergétique de l'Uruguay restent prometteuses. Bien que des défis subsistent, tels que les certifications de provenance et les moyens de transport, Ancap est déterminé à lancer cette révolution énergétique. Le président Stipanovic a noté que les premiers projets pourraient débiter dans trois à quatre ans, malgré la période d'appel d'offres de huit ans. Le succès de ce projet marquerait un tournant pour l'Uruguay, renforçant sa position en tant que leader mondial de l'hydrogène vert et contribuant de manière significative à la transition énergétique mondiale.